

Santé/Stimulation cardiaque

La pose du Pacemaker effective depuis 2001

R.H.A

Libreville/Gabon

LA pose du Pacemaker, c'est une réalité au Gabon depuis un peu plus de 16 ans. Après le Pr Pierre André Kombila, le tour est revenu au cardiologue en service au Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL), Dr Jean Bruno Mipinda, de placer cet appareil. Notre équipe de reporters a assisté, mardi dernier, à la pose d'un stimulateur cardiaque.

Par définition, la stimulation cardiaque est une délivrance d'impulsion électrique de faible énergie au niveau du muscle cardiaque par un stimulateur. Il s'agit là de l'implantation d'un Pacemaker encore appelé "Pile cardiaque".

À l'œuvre mardi soir, une équipe essentiellement composée de spécialistes gabonais. A sa tête, le Dr Jean Bruno Mipinda pour la partie cardiologique. A ses côtés, un chirurgien des hôpitaux urodynamicien neuro-urologue, le Dr Paul



Photo : Rudy Hombenet

Un instantané du déroulé de l'opération.

Papa Lebama. L'intervention se réalise sur une patiente âgée de 79 ans. Elle souffre d'un bloc électrique intracardiaque. C'est-à-dire un blocage de l'électricité du cœur. La conséquence de ce trouble est le ralentissement de son rythme cardiaque. « C'est une patiente qui nous a été envoyée par une autre structure hospitalière pour cette intervention. Elle souffre d'un blocage de l'électricité du cœur. Cette intervention s'impose lorsque l'électricité du cœur ne fonctionne plus. Si cette électricité n'est pas

remplacée, la personne ne peut plus vivre», explique le Dr Mipinda. Sa vie dépend donc de la présence d'une pile pour venir en aide à son cœur.

Il est un peu plus de 19 heures lorsque l'équipe intègre le bloc 4 pour une opération qui va durer près de huit heures d'horloge. Visiblement, la vieille, dame paraît confiante : « Pourquoi aurai-je peur ? Tout ce que je veux c'est être en vie », nous dit-elle.

Après avoir mis la patiente sous anesthésie locale, l'intervention commence : «



Photo : Rudy Hombenet

Tableau de bord sur lequel on peut lire l'heure.

Nous avons opté pour une anesthésie locale, parce que nous n'avons pas ici toutes les structures pour faire la chirurgie cardiaque. Pour la faire, on arrête le cœur. C'est une organisation de bloc de chirurgie cardiaque à cœur ouvert qu'il faut. À ce moment, on peut travailler sur le cœur après l'avoir arrêté», indique le médecin.

L'intervention s'achève à 2 heures du matin, sur une note de "satisfaction" pour l'équipe. La septuagénaire peut désormais savourer la vie grâce cette pile cardiaque.

Pacemaker et vieillissement • Le Dr Mipinda dit être à son 17e cas depuis 2001 et collectionne des succès. L'opération qu'il réalise est délicate et, à ce jour, reste encore méconnue d'une tranche de la population.

Pourtant, installer une pile cardiaque est une réalité au Gabon, qui exige une expérience avérée. « Ne place une pile que celui qui sait réanimer le cœur. En cas de bloc ou d'arrêt cardiaque, il faut d'abord ressusciter le cœur, et c'est très délicat. Le premier à placer la pile au

Gabon était le professeur Kombila. Il reste le pionnier de la stimulation cardiaque au Gabon», témoigne l'expert en cardiologie.

La pose d'une pile n'est pas une conséquence du vieillissement naturel du cœur, précise-t-il. Les problèmes nécessitant la pose d'un pacemaker peuvent également provenir de différentes maladies, que ce soit des malformations congénitales, des blocs auriculo-ventriculaires ou autres. « Les piles cardiaques ne sont pas installées uniquement aux personnes âgées. Même les enfants peuvent naître avec des blocs. A celui qui vient au monde avec ce problème, on est obligé d'installer une pile pour améliorer son rythme cardiaque », explique le cardiologue. Il rajoute qu'il n'y a donc aucun rapport avec l'âge avancé.

Par contre, il invite les populations à opter pour un mode de vie sain, pour éviter les maladies cardiovasculaires.

Célébration en différé de la journée internationale de l'alphabétisation hier...

La direction de l'Alphabétisation auprès des Owendois

AJT

Libreville/Gabon

"ON apprend à tout âge. Il n'y a donc pas de honte à se former, au contraire l'alphabétisation est un moyen d'autonomisation". Des propos sur fond d'encouragement de la directrice de l'Alphabétisation, Hortense Akoué, hier à l'endroit des populations de la commune d'Owendo. Ces mots sont prononcés à l'occasion de la campagne de sensibilisation à l'alphabétisation lancée par le ministère de la Communication, de l'Économie numérique, de la Culture, des Arts et des Traditions, chargé de l'Éducation populaire et de



Photo : R.H.A

Les équipes à pied d'œuvre à travers les rues d'Alénakiri...

l'Instruction civique, dans le cadre de la célébration en différé de la 51e journée internationale de l'Alphabétisation, le 8 septembre de chaque année. « Cette action de sensibilisation que

nous menons dans les quartiers est une innovation par rapport à ce qui se fait habituellement. C'est pour nous, une manière de soutenir l'importance de l'alphabétisation et d'inciter les popu-



Photo : R.H.A

... comme dans les maisons d'habitation

lations qui n'ont pas pu aller à l'école, à fréquenter nos centres d'alphabétisation. C'est également l'occasion d'offrir une opportunité d'apprendre à lire, écrire et calculer aux personnes

âgées de 16 ans et plus", a souligné Mme Akoué. Ainsi, prospectus en mains, les agents de la direction de l'Éducation civique et de l'Alphabétisation ont ratisé les quatre coins de la

commune d'Owendo, invitant adultes et jeunes à s'inscrire au centre d'alphabétisation de la Sni de cette ville, plus proche. Pour les populations cibles, l'initiative est jugée assez louable. D'autant plus qu'une forte population jeune de cette cité est en proie à la déperdition scolaire et peine à s'intégrer dans la société.

Notons que le thème retenu pour la 51e édition de la journée internationale de l'Alphabétisation est "l'Alphabétisation dans un monde numérique". L'Estuaire compte 4 centres d'Alphabétisation situés à Nkembo, au Carrefour Hassan, à Derrière-la-prison (ex Soveman) et à la Sni Owendo.

...au Gabon

Les entraves à l'organisation des enseignements

AJT

Libreville/Gabon

LA célébration en différé hier de la journée internationale de l'alphabétisation a été une opportunité pour inviter les populations analphabètes à aller apprendre à lire et écrire. Mais aussi, pour les responsables de la direction en charge de la question, l'occasion était donnée de faire un tour du propriétaire, dans la commune d'Owendo, à travers une visite de la structure dédiée aux apprenants. Logé dans la case d'écoute de la cité, l'établissement a une capa-

acité d'accueil de plus de 50 élèves, âgés de 16 ans et plus. Les inscriptions et ré-inscriptions ont d'ailleurs débuté, indique un tableau à l'entrée de la salle. "Au niveau du centre, on apprend à lire, à écrire et à compter. Une fois l'apprenant vole de ses propres ailes, nous l'orientons dans un centre de formation à un métier", indique Catherine Bushner, directrice du centre de la Sni-Owendo.

Il faut dire que pour un nouvel arrivant dans le coin, le centre d'apprentissage de la Sni n'est pas visible du premier coup d'œil. Un bar-dancing aux couleurs de Guinness érigé devant l'enceinte fait écran



Photo : R.H.A

Le centre d'alphabétisation de la commune d'Owendo. A côté, des commerces.

à l'enseigne qui, autrefois, servait à identifier les lieux. Entre nuisances sonores et insécurité qu'engendre un bistrot, l'on se demande dans quelles conditions travaillent les candidats au savoir ici. En effet, si l'initiative de la

création des centres d'alphabétisation a été saluée par tous, aujourd'hui, beaucoup de goulots d'étranglement empêchent ces structures de jouer leur rôle. D'abord logés dans les anciennes salles d'écoute, ces

espaces sont utilisés, un coup, par les politiques qui en font des permanences pour leurs partis; un autre par les religieux qui les transforment en lieux de culte et, enfin, des particuliers qui y exercent divers commerces. Résultat, les organisateurs des cours ne savent plus où donner de la tête. « Chaque fois que nous arrivons, nous trouvons qu'il y a un nouvel occupant, un nouveau commerce. Ces gens mènent leurs activités sans se préoccuper de ce qui se passe à l'intérieur du centre, ils ne nous donnent aucune explication. Pour dire que la présence de ce voisinage impacte considérablement

notre mission", confie la responsable du centre. Autre inconvénient, le manque d'eau, d'électricité et de lieux d'aisance pour les apprenants dont la majorité est composée de personnes de plus de 30 ans. "Alors pour les femmes c'est déjà un facteur d'abandon vu qu'elles ne peuvent pas faire leurs besoins", relève la directrice. Voilà autant d'insuffisances qui entravent la mission confiée à ces établissements spécialisés. Au demeurant, plusieurs interrogations restent sans réponses, notamment celle de savoir à qui incombe la responsabilité des cases d'écoutes.